



Conseil économique et social

Distr. générale
22 janvier 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle »**

Déclaration du Conseil national des femmes de Malte, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



Déclaration

Le Conseil national des femmes de Malte a mené diverses études basées sur les 12 thèmes du Programme d'action de Beijing. Les études incluent une analyse de la situation locale dans divers domaines et le partage des bonnes pratiques au niveau de l'Union européenne avec différentes parties prenantes, dont des représentants des employeurs, des syndicats et tout un éventail d'organisations non gouvernementales. Les propositions sont avant tout présentées au Gouvernement. 2015 est une année importante pour les femmes et les filles, car le Programme d'action de Beijing célèbre 20 années d'engagements et d'actions.

Le Conseil national des femmes de Malte aimerait voir à Malte un budget tenant compte de la problématique hommes-femmes. C'est une activité gouvernementale de planification, de programmation et de budgétisation qui contribue à la promotion de l'égalité entre les sexes et à la concrétisation des droits des femmes.

Le Conseil s'efforce de déterminer et d'inclure les interventions nécessaires pour s'attaquer aux disparités entre les sexes dans les politiques, les plans et les budgets des secteurs gouvernementaux et des administrations locales. Il cherche aussi à analyser l'impact sexospécifique des politiques d'accroissement des recettes et de l'attribution des ressources intérieures et celui de l'aide publique au développement. Les initiatives budgétaires tenant compte de la problématique hommes-femmes cherchent à créer des cadres de politique habilitants, à renforcer les capacités et à consolider les mécanismes de suivi pour soutenir la reddition de compte aux femmes.

Le Programme d'action de Beijing affirme que toutes les politiques économiques doivent prendre en compte la problématique hommes-femmes. Nous devons, pour promouvoir l'indépendance économique et les droits des femmes, accroître la présence féminine sur le marché du travail. Même si le gouvernement a mis en place des services de garde d'enfants gratuits à Malte, plusieurs mesures d'incitation fiscale et possibilités de formation visant à encourager les femmes à entrer sur le marché du travail sont nécessaires, car, à Malte, le taux de présence féminine est toujours inférieur au taux moyen de l'Union européenne. Un examen approfondi des mesures d'adaptation est nécessaire, en particulier dans le secteur privé, pour garantir qu'il est possible d'intégrer des mesures ayant pour but d'adapter l'organisation du temps aux étapes de la vie d'une personne, par exemple la jeunesse, l'époque où elle élève une famille et la vieillesse. Il y a aussi la question des congés parentaux non transférables, de l'évaluation des mesures d'incitation financières existantes et passées, des mesures favorables à la famille, des programmes d'apprentissage permanent et de la formation professionnelle des personnes qui souhaitent entrer sur le marché du travail.

L'entrepreneuriat féminin fait face à différents problèmes auxquels il faut s'attaquer, à savoir l'âge auquel une femme se lance en affaires, l'accès à un guichet unique à l'intention des femmes chefs d'entreprise de même qu'une loi semblable à la loi HR5050 sur la création d'entreprises par les femmes. Il est recommandé d'enseigner l'entrepreneuriat aux jeunes élèves pour les initier à ce concept et de mettre en place un outil d'investissement tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Il faut, concernant la disparité entre les sexes dans le domaine des sciences et de la technologie, s'employer à : changer la manière dont les subventions à la recherche sont évaluées; promouvoir le travail des femmes en recherche par un encadrement individuel; soutenir la formation par le mentorat, en particulier avant la présentation d'une candidature, en préparation à une entrevue; s'attaquer aux obstacles à l'accès des femmes au niveau du doctorat; veiller à ce que des plans favorisant l'égalité soient en place et créer des liens entre les universités et les entreprises pour mieux comprendre les domaines dans lesquels elles peuvent collaborer pour promouvoir le travail des femmes en recherche.

Le fait de traiter le travail au noir comme un travail officieux prive les travailleurs de leur protection sociale et prive la société de taxes et des contributions de la sécurité sociale. Il rend aussi la pauvreté plus probable. Le Gouvernement devrait adopter des solutions d'ordre juridique, notamment des dispositions touchant les domaines que sont la fiscalité, l'assurance sociale, le droit du travail et le droit civil, et élaborer des conseils et des recommandations largement diffusés à l'intention des employeurs. Le fait de sensibiliser les employeurs et les travailleurs et de favoriser l'information et une formation sur leurs obligations et leurs droits, particulièrement lorsque des programmes existent, encourage ces travailleurs à régulariser leurs activités.

Les femmes et la santé : s'attaquer aux défis de la démographie au moyen de capacités de santé publique concernant des recherches tenant compte du sexe des sujets sur la manière dont les maladies touchent les femmes. Investir dans de nouvelles technologies en vue d'améliorer l'efficacité des travailleurs de la santé, la gestion des flambées et du risque de maladies épidémiques et les soins de santé en général. Nous avons besoin de soins de santé abordables et de bonne qualité qui tiennent compte des besoins particuliers des femmes et des filles.

La question de la violence domestique peut profiter d'un plan d'action interministériel de détection précoce et de prévention fondé sur la constitution d'un groupe plus nombreux de professionnels œuvrant dans le domaine de la violence domestique et disposant d'un financement adéquat. Les professionnels en question devraient pouvoir se spécialiser librement dans le cadre d'études universitaires supérieures et les policiers devraient, à titre d'acteurs clés de la réduction et de l'élimination de la violence domestique, avoir accès à des programmes adéquats. Des programmes de prévention et de sensibilisation en matière de violence domestique reposant sur des campagnes s'adressant aux jeunes, aux personnes handicapées et aux femmes et aux filles vulnérables sont aussi nécessaires. D'autres éléments tels que le mariage forcé des enfants, la traite des êtres humains et la pratique des mutilations génitales féminines ont besoin d'être surveillés. La pratique des mutilations génitales féminines constitue une forme brutale de violence sexiste à l'égard des filles et des femmes et une grave violation des droits fondamentaux. Les sages-femmes qui pratiquent à Malte sont maintenant plus souvent appelées à aider des femmes victimes de mutilations génitales féminines. Dans cette nouvelle situation, l'Association des sages-femmes de Malte estime devoir sensibiliser la population à la question. Les sages-femmes sont encouragées à respecter la dignité du corps de la femme et à éviter de soutenir la pratique des mutilations génitales et d'y prendre part de quelque façon que ce soit.

Besoins des femmes migrantes : Chaque année, le nombre des femmes migrantes augmente, ce qui rend nécessaire, pour protéger ces femmes, d'adopter

des lignes directrices claires tenant compte des disparités entre les sexes. Il faut mener des études pour mesurer la contribution potentielle des femmes migrantes à l'économie et garantir un emploi adéquat tout en surveillant la participation des femmes migrantes au travail au noir et en offrant au besoin une formation sur des compétences améliorant l'employabilité.

Les femmes sont de puissants agents pour la paix et la sécurité et tous les pays devraient élaborer un plan d'action national relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui porte sur trois thèmes interdépendants : la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix, la protection des droits des femmes et des filles et la composante femmes des opérations de paix.

Les femmes sont toujours sous représentées à Malte dans les assemblées où se prennent les décisions politiques et dans les conseils d'administration. Le Conseil national des femmes de Malte incite les partis politiques à repenser leurs stratégies et à adopter des plans d'action en vue de recruter un nombre égal de femmes et d'hommes comme candidats pour des « sièges gagnables » et en général, pour que le parti soit plus ouvert à tous.

Le principe qui consiste à tirer profit du potentiel de toutes les personnes (plus de 50 % de femmes) dans la prise des décisions devrait être le fondement de toutes les décisions devant être prises dans un proche avenir et l'étape suivante consiste pour les partis politiques à adopter des mesures plus concrètes pour garantir que la présence d'au moins 30 % de femmes à la Chambre des députés est raisonnablement efficace dans le processus de prise de décision de notre système politique.

Les nouvelles technologies, de meilleures installations de communication et une meilleure formation permettent de recruter plus de femmes dans des fonctions de gestion, ce qui donne une présence équilibrée dans les médias et élimine une représentation stéréotypée des femmes. Les femmes sont toujours sous représentées dans les structures de prise de décision des organisations médiatiques. Il faut promouvoir une plus grande diversité de modèles de comportement féminins associée à une vraie représentation de leurs habiletés et de leur contribution à la société. L'égalité entre les sexes devrait, dans le cas des médias, commencer à un jeune âge dans les écoles grâce au système éducatif pour que la génération qui suit entende plus de voix féminines de l'ensemble de la société.

Les femmes doivent pouvoir jouer un rôle actif dans les domaines de l'environnement et des changements climatiques et ainsi aider à définir les besoins et à trouver des solutions. Elles peuvent aussi faire partie du programme de développement durable, qui sensibilise les gens à l'hygiène du milieu, aux énergies renouvelables et à l'accès à la nourriture et à l'eau. La population devrait être au courant du besoin de réduire la consommation d'électricité et le chauffage et le recours aux moyens de transport non électriques et aux matières non recyclables. La gestion des déchets et l'emballage, y compris les déchets de cuisine, sont des questions qui ont un grand impact sur les femmes et une législation rigoureuse devrait être mise en œuvre. Les changements climatiques vont toucher gravement le bassin méditerranéen par une plus grande variabilité et des phénomènes météorologiques extrêmes. On s'attend à ce que les changements climatiques déstabilisent le cycle hydrologique de la Méditerranée, où les besoins touchant les ressources en eau sont associés à de grandes contraintes. Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les canicules et les inondations posent un risque

direct pour la santé et la sécurité des gens, car les très jeunes personnes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les ménages à faible revenu sont particulièrement vulnérables. Les dommages touchant les biens et les infrastructures coûtent cher à la société et à l'économie. Les secteurs qui dépendent fortement de certaines températures et de certains niveaux de précipitations, comme l'agriculture, la sylviculture, l'énergie et le tourisme, vont être particulièrement touchés. Les femmes devraient jouer à tous les niveaux un rôle actif dans la prise de décisions d'ordre environnemental, car nous devons intégrer des préoccupations et des perspectives tenant compte de la problématique hommes-femmes aux politiques et aux programmes de développement durable.
